



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

Marché public de travaux

Passé en application de la procédure avec négociation et organisation d'un jury (articles L2124-1, L2124-3, R2124-1, R2124-3, R2161-12 à R2161-20 et R2171-16 du code de la commande publique)

Marché public global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien, hôtellerie et de maintenance pour une opération comprenant la création d'un Centre de Rétention Administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice à Oissel

MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE

Annexe 05 du CCAP

Le TITULAIRE du Marché s'engage à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une **durée minimum** réalisée selon une des modalités définies ci-dessous et fixée, à ce stade, par phase à :

Phases	Nombre d'heures d'insertion <i>Le nombre d'heure contractuel sera fixé à l'AE</i>	Période d'exécution
1 : Conception	600	Durée d'exécution de la phase 1
2 : Réalisation	12 000	Durée d'exécution de la phase 2
3 : Exploitation	1 000	Par année d'exécution de la phase 3

Les publics ciblés par la clause d'insertion sont les suivants :

- Demandeurs d'emploi de longue durée, inscrit à France Travail depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois ;
- Bénéficiaires du RSA ou autres minima sociaux à la recherche d'un emploi ;
- Adhérents du PLIE ;
- Personnes reconnues travailleurs handicapés par la CDAPH à la recherche d'un emploi ;
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification en rupture scolaire (niveau infra CAP/BEP) ;
- Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Jeunes de moins de 26 ans avec ou sans diplôme et sans activité liée à leurs qualifications depuis au moins 6 mois ;
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans à la recherche d'un emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires de l'emploi et de l'insertion être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Pour réaliser cette condition d'exécution, le titulaire conserve l'entière responsabilité du recrutement et des modalités d'embauche. Il dispose de plusieurs possibilités auxquelles il devra apporter les précisions suivantes :

- S'il s'agit d'embauches directes, la description de l'ensemble des postes avec indication de la durée, de la fonction proposée, des évolutions possibles dans l'entreprise, du tutorat et des programmes de formation.
- S'il s'agit du recours à la mise à disposition de personnel, le nombre d'heures par rapport au temps de production estimé, le type de prestataire choisi et éventuellement la copie de la convention de partenariat avec cette structure d'insertion. Pour ce faire, plusieurs structures peuvent mettre à disposition du personnel : Association Intermédiaire (AI), Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT), Entreprise Adaptée (EA), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- S'il s'agit de la sous-traitance d'une partie des travaux à une entreprise inclusive (Entreprise d'Insertion (EI), un Atelier Chantier d'Insertion (ACI), une Entreprise Adaptée (EA), un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI), ou un Travailleur Indépendant

Handicapé (TIH)) l'estimation du nombre d'heures travaillées nécessaires à sa réalisation.

- S'il s'agit d'un autre type de proposition, la nature (embauche, formation...), les modalités (planning, encadrement...) et les objectifs (évaluation de l'action) de celle-ci.

Quelles que soient les modalités choisies, ces postes de travail à destination des publics éloignés de l'emploi doivent contribuer à améliorer leur qualification et leur employabilité.

Le Maître d'ouvrage pourra prendre en compte les efforts consentis par l'entreprise en matière d'embauche de demandeurs d'emploi.